

01/5704

Nous avons reçu de J.-M. Kohler et L. Wacquant, auteurs de l'article *La question scolaire* paru dans le numéro de mars 1985, la mise au point que nous publions ici.

Jean-Marie Kohler, Loïc Wacquant

LE TEMPS DU SOCIOLOGUE, LE TEMPS DU POLITIQUE

*A propos de « la Question scolaire
en Nouvelle-Calédonie »**

Le « commentaire » qu'Alban Bensa a jugé « indispensable » d'adjoindre à notre article appelle de notre part deux types de remarques, les unes relatives à la forme qu'il a donnée au *redressement* de nos analyses, les autres portant sur le fond du problème soulevé, à savoir si nous avons ou non « réifié (...) comme retour réactionnaire à la tradition » un projet d'« École kanak » qui ne donnerait qu'une image grossièrement partielle des projets scolaires portés par la dynamique indépendantiste mélanésienne. Au-delà de la perplexité que ne manque pas d'inspirer une pratique éditoriale qui autorise à publier des « correctifs » à un article sans en communiquer au préalable la teneur à ses auteurs, ce commentaire invite à s'interroger sur les rapports contradictoires qu'entretiennent une temporalité politique, faite de conjonctures brèves et rythmées par les nécessités tactiques de la lutte pour le pouvoir, et une temporalité que l'on qualifiera de scientifique, dont les cycles, plus longs, obéissent à une logi-

* Réponse au « Commentaire » d'A. Bensa à notre article « La Question scolaire en Nouvelle-Calédonie : idéologies et sociologie ». *Les Temps Modernes* n° 464, mars 1985, pp. 1654-1687.

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 17.985

25 JUIL. 1985

Cpte : B

817.985

que spécifique, rapports que cette péripétie autour de la « question scolaire » en Nouvelle-Calédonie nous semble révéler de manière instructive.

On est en droit de s'étonner, en premier lieu, du fait que notre article, et celui-là seulement, ait dû faire l'objet d'un commentaire aussi négatif que tardif. Étonnant puisque c'est en juillet 1984 que nous en avons remis le texte à Bensa et qu'il aura fallu attendre cinq mois pour que celui-ci nous fasse part des « réserves (du Comité de rédaction des *Temps Modernes*) sur la partie du texte consacrée à une critique vigoureuse des projets d'école kanak » (*lettre de Bensa du 13 décembre 1984*), puis février de l'année suivante pour que la revue nous annonce qu'« à la demande de Bensa » (il faudrait s'entendre !), elle publiera une note complémentaire qui, contrairement à ce qui avait été convenu au préalable, ne nous sera jamais soumise pour avis.

Étonnant aussi ce soudain revirement d'opinion de notre « commentateur » sur ce volet de notre travail. Bensa ne nous écrivait-il pas après réception du texte : « *Je le trouve excellent et tout à fait approprié dans ses analyses, comme dans l'esprit de synthèse qui l'anime, au projet de dossier pour Les Temps Modernes* » (*lettre du 6 août 1984*). S'agissant plus particulièrement de la critique du projet d'école canaque, qui avait été entreprise puis publiée antérieurement par J.-M. Kohler et P. Pillon¹, à la demande même des Mélanésien(ne)s qui en étaient les promoteurs, Bensa portait, en mars 1984, l'appréciation qui suit : « *Vous avez mené une recherche sur l'école qui pointe bien un ensemble de contradictions* » (*lettre du 26 mars 1984*) ; et c'est cette appréciation qui motivait explicitement sa demande d'un article sur ce thème pour *Les Temps Modernes*.

Que le lecteur excuse cette fastidieuse relation chronologique, qui n'a d'intérêt que parce qu'elle contient l'explication de cette brusque volte-face. En effet, que s'est-il passé entre août et décembre 1984 ? Novembre 1984. A cette date, les indépendantistes kanaks prennent le terrain, provoquent

1. Jean-Marie Kohler et Patrick Pillon, *Adapter l'école ou réorienter le projet social, le problème d'un enseignement spécifique pour les Mélanésien(ne)s*, 1982, Nouméa, Institut culturel mélanésien (Collection « Sillon d'Ignames »).

une crise sociale majeure et font irruption dans le champ politique métropolitain, avec les conséquences que l'on sait. Dès lors, cette partie de notre texte qui démontre les *impossibles sociologiques* sur lesquels repose le projet d'une école kanak tel qu'il a été formulé en 1980-82 dans l'Enseignement catholique devenait « déplacée », puisqu'il ne fallait rien écrire qui pût apparemment risquer nuire à la cause indépendantiste. Et si notre article est le seul à avoir été « corrigé », c'est bien parce qu'il porte le fer de la critique aussi bien sur les phantasmes scolaires des colonisés que sur l'ordre colonial. Ce n'est donc pas « après lecture du texte » (soit en juillet) que Bensa a « estimé indispensable » de tempérer nos propos, mais bien après *re-lecture* (en décembre) à partir de la nouvelle conjoncture politique. Ainsi la même critique est-elle l'objet de regards pour le moins divergents : « analyse appropriée » en-deçà du 18 novembre, « stigmatisation (...) pré-réflexive » au-delà.

Reste le débat de fond : avons-nous tronqué les propositions de réforme scolaire avancées par les Mélanésiens en 1980-82, en n'en retenant que les aspects « rétrogrades » et « utopiques » ? Contrairement à ce que la note de Bensa donne à penser, les documents sur lesquels nous appuyons nos analyses constituaient bien les seules propositions élaborées et systématiques existantes. On aimerait savoir où trouver les autres projets émis par les instances citées par Bensa. En outre, nous n'avons jamais, ni attribué la paternité du projet discuté aux instances politiques du mouvement nationaliste mélanésien, ni prétendu offrir une présentation

2. Cf. « La Question scolaire en Nouvelle-Calédonie », art. cit., pp. 1667-8, notes 19 et 21. Le seul document notable de réflexion sur l'école produit par des partis indépendantistes à ce jour est le dossier intitulé *Décoloniser l'enseignement en Nouvelle-Calédonie* qui, sur la base d'un diagnostic inexact des inégalités ethniques face à l'école, n'en propose pas moins une batterie de mesures intéressantes, même si elles se limitent pour l'essentiel au problème de la langue. Pas plus que Bensa, nous n'ignorons que la réflexion autour de l'enseignement colonial s'est prolongée et infléchie après 1982 (en tenant notamment compte des analyses avancées dans *Adapter l'école*) et qu'elle se poursuit aujourd'hui de façon intense au sein des commissions qui tentent de mettre sur pied une « école populaire » pour les Kanaks. Il va de soi que, dans la mesure où elles demeurent strictement confidentielles, les propositions qui sont discutées dans ce cadre ne peuvent entrer dans une critique de l'idéologie telle que nous l'avons esquissée.

synoptique ou exhaustive de la réflexion des kanaks sur l'ordre scolaire colonial². Nous avons nous-mêmes précisé avant publication (et suggéré d'insérer dans l'article) que « le projet d'école kanak que nous critiquons n'est qu'un projet parmi d'autres, que nous avons choisi parce qu'il était le plus cohérent, développé (et populaire) et qu'il renferme, sous une forme idéal-typique, tous les pièges et les contradictions de raisonnement culturaliste qui est celui du dominé. » (*Lettre à Bensa du 1^{er} février 1985.*) Les extraits de *l'Avenir calédonien* (organe de l'Union calédonienne, principal parti indépendantiste) reproduits en annexe d'*Adapter l'école*, montrent, à qui veut les lire, qu'une telle approche culturaliste était bien, à l'époque, une caractéristique majeure de l'idéologie nationaliste kanak³.

Enfin, la discussion autour de l'école en Nouvelle-Calédonie n'a jamais eu le caractère systématique que lui prête Bensa (« vaste débat d'idées (...) propositions diverses (...) par-delà toutes les hypothèses envisagées »). En raison même des rapports de domination symbolique qui sont ceux de la société coloniale, il n'a que très rarement débordé la simple dénonciation de l'ordre scolaire établi⁴. La critique du projet d'école kanak, qui cherchait délibérément à se placer en amont des questions de pédagogie, avait justement

3. Soit par exemple ce passage de *l'Avenir* du 9 novembre 1979, où on lit : « La Nouvelle-Calédonie de demain doit *rester* le « pays du séjour paisible » (là où séjournent les ancêtres). Elle doit repousser la société de consommation qui est déjà remise en cause. Elle ne doit pas viser à s'« occidentaliser » mais à *rester elle-même* et à *demeurer un conservatoire* de la « nature d'avant la pollution et le gaspillage des richesses ». (C'est nous qui soulignons ; on pourrait, au besoin, en citer d'autres et de plus récents). Dans l'article qui précédait le nôtre, P. Pillon relève l'existence de « certaines conceptions du mouvement mélanésien qui, partant de la revendication d'identité culturelle et des nécessités de la lutte politique ont souvent eu tendance à figer leurs représentations de la société » (in. Développement et enjeux sociaux en Nouvelle-Calédonie : l'Opération Café », *Les Temps Modernes*, n° 464, p. 1645).

4. Suivie généralement de la demande (répétée au fil des ans) de l'introduction des langues mélanésiennes dans le premier degré, de l'enseignement du français comme langue seconde et de l'ouverture des programmes à l'histoire et à la géographie du Pacifique. Nos recherches montrent que, pour absolument nécessaires qu'elles soient, de telles réformes ne suffiront pas à réduire massivement les inégalités face à l'école en Nouvelle-Calédonie, si tant est que celles-ci sont dans une large mesure le produit de différences de *position sociale* et non de culture.

pour objectif de briser les schémas culturels qui interdisent aux Mélanésiens de sortir d'un débat où ils sont perdants d'avance, tant que celui-ci se limite, peu ou prou, aux questions d'identité culturelle et interdit de penser les rapports entre l'école et la structure des relations sociales dans le système colonial. Et si nous avons, après réflexion, maintenu cette critique dans notre article pour *les Temps Modernes*, c'est qu'elle avait été jugée utile et fructueuse par ceux-là mêmes dont elle est censé avoir « stigmatisé » les idées⁵, publiée localement par l'Institut culturel mélanésien, et qu'elle est sans doute à ce jour parmi les études les plus lues et les plus discutées en milieu autochtone.

L'action politique que mènent les indépendantistes kanaks a sa temporalité spécifique et ses contraintes que nous sommes bien placés pour apprécier. Le travail sociologique a, pour parler comme Braudel, sa « durée » propre, et qui n'est pas nécessairement en phase avec la lutte sur le terrain — celui-ci porte sur des structures sociales et symboliques dont il cherche à élucider les mécanismes de reproduction/transformation à terme, celle-là vise à renverser, établir, consolider une série de rapports de force localisés d'abord sur le court terme. Faut-il émuresser, voire taire l'analyse objective dès lors qu'elle ne paraîtrait pas aller *totallement et immédiatement* dans le sens de l'idéologie mélanésienne, au risque de renforcer ses points aveugles et les illusions inutiles (y compris au strict plan politique) qu'elle peut entretenir ? Serait-ce rendre service aux Kanaks que

5. Stigmatiser, c'est « condamner définitivement et ignominieusement, blâmer, flétrir » (*Petit Robert*). Les lecteurs peuvent juger sur pièce si notre critique interne du projet d'« École kanak » leur paraît procéder d'une telle intention morale de discréditation. Et c'est parce que notre analyse visait à une critique de ce projet menée *exclusivement dans ses propres termes* qu'il n'était nul besoin de nous attaquer à « l'opposition pré-réflexive entre Tradition et Modernité », attaque que nous avions au demeurant déjà conduite ailleurs (voir Jean-Marie Kohler, Patrick Pillon et Loïc J.-D. Wacquant, *Jeunesse, ordre coutumier et identité canaque en Nouvelle-Calédonie*, 1984, Nouméa, ORSTOM, pp. 53-54).

6. Ce serait, à notre sens, rejoindre indirectement la démarche de l'ethnologie missionnaire que Bensa critique si judicieusement dans son article (« Culture et politique : la société kanak face à l'indépendance », *Les Temps Modernes* n° 464), et dont l'avatar en matière de scolarisation nous est fourni par M.-J. Dardelin, *L'avenir et le destin. Regards sur l'école occidentale dans la société kanak*, 1984, Paris, ORSTOM.

d'abonder dans leur sens, là-même où l'on sait que leur cheminement les mène droit à l'impasse scolaire et sociale⁶ ? C'est ce que laisse accroire la transmutation brutale du jugement de Bensa sur notre critique du projet d'enseignement kanak.

Pour notre part, nous pensons que la contribution — modeste — de la science sociale au mouvement de décolonisation consiste au contraire à baliser au mieux les écueils structurels et idéologiques qu'il est appelé à rencontrer sur sa route. Ce qui suppose qu'on ne subordonne pas le temps du sociologue au temps du politique, qu'on n'hypothèque pas le moyen terme sous prétexte du court terme, qu'on ne s'aveugle pas aujourd'hui pour se débattre demain dans des dérives qui pourraient s'avérer alors incontournables. Ce n'est pas en ignorant, ou en feignant d'ignorer, certaines des contradictions qui traversent la démarche des indépendantistes qu'on peut espérer leur fournir les moyens de se réapproprier leur histoire⁷.

Jean-Marie KOHLER et Loïc J.-D. WACQUANT.
Nouméa, mars 1985

7. Cf. Jean-Marie Kohler et Loïc J.-D. Wacquant, *L'école, le sociologue et l'indigène*, 1984, Nouméa, ORSTOM, pp. 3-4 et 25-29.